

13 juillet 2021

1 accident sur 3 dans notre pays implique un récidiviste

La lutte contre les récidivistes constitue l'un des sujets sur lesquels les citoyens peuvent donner leur avis via la nouvelle plateforme all-for-zero.be

Les conducteurs fréquemment en infraction sont impliqués dans 1 accident sur 3 dans notre pays. Les personnes qui récidivent ont notamment 10% de plus de risques d'avoir un accident. Telle est la conclusion de l'institut Vias, qui s'appuie sur une nouvelle enquête menée auprès de 15 000 personnes. Afin de réduire le nombre d'accidents et le nombre de récidives dans notre pays, nous devons tous nous associer vers un effort commun pour changer notre mentalité. En collaboration avec le ministre fédéral de la Mobilité Georges Gilkinet, le SPF Mobilité et Transports et l'institut Vias lancent donc la plateforme all-for-zero.be. Les citoyens peuvent y donner jusqu'à la fin septembre leur avis sur la manière de traiter les délinquants routiers. Cette plateforme évalue également comment la route peut être mieux partagée entre les différents usagers et ce que les Belges pensent des comportements à risque dans la circulation.

Nouvelle étude sur le récidivisme

Dans une nouvelle étude menée auprès de 15 000 personnes, l'institut Vias s'est intéressé au comportement des récidivistes sur la période allant de 2014 à 2019. Il s'agit des personnes qui ont reçu au moins deux amendes ou condamnations pour infraction au code de la route au cours de la période précitée. 24% des répondants correspondent à cette définition. A cours de la période 2014-2019, ils ont représenté 35% de tous les accidents de la circulation. Il existe donc une corrélation entre le fait de recevoir des amendes ou condamnations pour infraction au code de la route et le fait d'être impliqué dans des accidents. Les récidivistes ont en général 10% de risques de plus d'être impliqués dans un accident que les non-récidivistes. Le lien est même encore plus fort : plus une personne a commis d'infractions routières, plus elle a de chance d'être impliquée dans des accidents.

Les formations alternatives comme solution ?

Quelle est la meilleure solution pour prendre en charge ces multirécidivistes et délinquants de la route ? Cela n'est-il possible qu'au moyen d'amendes plus élevées ou de retraits de permis de conduire ? Ou bien pouvons-nous également envisager, pour certaines infractions, des sanctions alternatives telles que le placement d'un éthylotest anti-démarrage ou la formation des personnes ayant commis une grosse infraction en matière de vitesse.

Des recherches antérieures menées par l'institut Vias ont montré que le taux de récidive est de 41% inférieur chez les délinquants de la route qui ont suivi une formation après avoir été condamnés pour conduite en état d'ivresse, par rapport aux délinquants qui ont reçu une sanction traditionnelle telle qu'une amende ou une déchéance du droit de conduire. Il est particulièrement important d'intervenir à temps afin de réduire au maximum le risque de récidive.

All-for-zero.be ! Faites-vous entendre.

Comment traiter les récidivistes et quelle sanction est la plus appropriée ? C'est l'une des nombreuses questions à laquelle les citoyens peuvent désormais répondre et ainsi apporter leur pierre à l'édifice via à la plateforme citoyenne www.all-for-zero.be .

La plateforme est une initiative du ministre fédéral Georges Gilkinet, du SPF Mobilité et Transports et de l'institut Vias. Le slogan indique clairement que l'objectif de zéro décès sur les routes en Belgique ne peut être atteint que si tout le monde – citoyens, parties prenantes et tous les niveaux politiques – travaille ensemble.

Jusqu'au 30 septembre, tous les citoyens auront la possibilité d'exprimer leur opinion sur trois grands thèmes de la sécurité routière :

1. Cohabiter sur la route : comment rendre l'espace public plus sûr en tenant compte des besoins de chacun ?
2. Comportements à risque : pourquoi nous mettons-nous en danger ?
3. Contrôles, accompagnement et formation : quelles sont les mesures et sanctions alternatives appropriées ?

Les Belges peuvent faire entendre leur voix de différentes manières. En remplissant une enquête sur les trois thèmes principaux et/ou en participant à un panel citoyen. Dans ce panel, plusieurs citoyens pourront échanger avec des experts sur les différents thèmes au cours du mois de septembre.

Les résultats de l'enquête et des panels citoyens seront utilisés pour l'élaboration d'un plan fédéral de sécurité routière.

Les citoyens s'expriment dans des vidéos sur les réseaux sociaux

Par le biais de courtes vidéos composées de témoignages et postées sur les réseaux sociaux, les citoyens seront encouragés dans les semaines et mois à venir à participer à l'enquête et aux panels citoyens.

Patrick De Wilde (72 ans), grand-père, est agacé par les excès de vitesse des autres conducteurs lorsqu'il accompagne ses petits-enfants à l'école. Il propose de doubler les amendes lorsque l'on roule trop vite aux abords d'une école.



Olivier Gaillet (24 ans), utilisateur de trottinette, pense que c'est un moyen de transport fantastique qui permet d'éviter les embouteillages en ville. Mais en tant que piéton, il est gêné par les autres utilisateurs de trottinette qui se faufilent entre les piétons. Il plaide pour une interdiction des trottinettes sur les trottoirs.



Marie Verbergen (21 ans) témoigne. Etudiante, elle se déplace souvent à vélo. Elle souhaiterait que les voitures gardent toujours une distance d'au moins 1,5 mètre avec elle lorsqu'elles la dépassent.



Découvrez tous les témoignages et autres matériels de campagne:

<https://www.dropbox.com/sh/7sai9llayp1apy9/AAB1a7eTnjfU-uiuXPJb33ePa?dl=0>

Georges Gilkinet, ministre fédéral de la Mobilité : « *Pour sauver des vies, nous devons avancer ensemble. All For Zero, c'est avant tout unir nos forces pour atteindre notre ambition commune de 0 décès sur la route en 2050. Citoyens, associations, autorités,... mobilisons-nous pour la sécurité routière et inscrivons-nous à l'un des panels. Il y a plus d'idées dans 10, 100, 1000 têtes que dans une seule. Ensemble, faisons bouger la sécurité routière* ».

Karin Genoe, CEO de l'institut Vias : « *En tant que centre de connaissance, il est important non seulement de mener des recherches documentaires, mais aussi de garder les pieds sur terre. Grâce à notre enquête nationale annuelle sur l'INSécurité routière, nous confirmons l'adhérence de la population à certaines mesures. Avec cette enquête citoyenne et les panels citoyens, nous allons encore plus loin. En entretenant le dialogue, nous avons une meilleure idée des modes de pensée des différents utilisateurs. Si nous voulons changer la norme sociale de manière positive et prendre des mesures décisives pour l'avenir, il est nécessaire de mobiliser le plus grand nombre possible d'usagers de la route pour cet exercice* ».

Personnes de contact :

Stef Willems, porte-parole Vias institute : 0473/85.59.44.

Benoit Ramacker : porte-parole G.Gilkinet : 0475/94.06.55.